



Gouvernement
du Canada
Horizons de politiques
Canada

Government
of Canada
Policy Horizons
Canada

Canada
ISSP



uOttawa



Avantages et difficultés liés aux TIC pour les citoyens

Daniel J. Paré PhD et Jeremy Geelen, PhD

L'Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique

Les innovations dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC) favorisent une foule de changements culturels, économiques, politiques et sociaux qui présentent des avantages et des difficultés pour divers groupes d'intérêts.

Les décideurs doivent être conscients de la nature paradoxale des TIC. Ces technologies sont essentiellement une arme à double tranchant. Les possibilités qu'elles offrent peuvent influencer de réels changements ou renforcer le statu quo.

Dans le présent résumé, nous examinons comment ce paradoxe se traduit par rapport aux médias sociaux. Nous traitons également des principales considérations politiques découlant du caractère ambivalent de ces technologies.

La promesse et les dangers des médias sociaux

Ces derniers temps, nous entendons beaucoup parler du pouvoir des médias sociaux. Par exemple, on a beaucoup parlé du rôle de Facebook, de Twitter et de YouTube pendant les manifestations ayant suivi les élections en Iran en 2009, le printemps arabe et le mouvement des indignés. Bien que les médias sociaux puissent donner du pouvoir à ses utilisateurs, ce n'est là qu'une partie de l'histoire.

Participation du gouvernement et des citoyens : transformations véritables ou statu quo?

Les médias sociaux peuvent servir d'outils de communication pour nouer le dialogue avec le gouvernement de différentes façons, notamment

l'échange de Tweets avec les députés ou l'accès aux services gouvernementaux, l'utilisation des TIC pour poursuivre des objectifs diplomatiques (c.-à d. la diplomatie numérique¹) et la constitution participative, comme en Islande – bien que le gouvernement islandais ait récemment rejeté la constitution imaginée par le peuple (voir Moody, 2013). Quoi qu'il en soit, il vaut mieux être prudent lorsqu'on se penche sur la possibilité qu'offrent les médias sociaux de transformer les relations entre le gouvernement et les citoyens. Nous sommes dans une période d'expérimentation technologique. Les preuves limitées dont nous disposons indiquent que même si les médias sociaux renforcent le volet de la relation lié à la prestation de services, leur capacité à favoriser la participation réelle des citoyens aux institutions démocratiques est sujette à caution (Chadwick et Howard, 2010; Papacharissi, 2010).

Promotion de la démocratie ou obstacle à celle-ci?

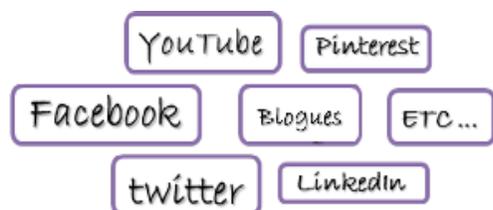
On entend souvent dire que les médias sociaux et les TIC de façon plus générale facilitent l'accès à un plus grand nombre de renseignements de « meilleure qualité », ce qui a pour effet de favoriser l'engagement politique. Toutefois, l'accès aux TIC et leur utilisation peuvent également entraver la démocratie. On a exprimé beaucoup de préoccupations au sujet de l'importance des chambres d'écho en ligne autour desquelles gravitent des personnes aux vues similaires pour renforcer consciemment et inconsciemment leurs opinions, idées et croyances. Ces risques menacent les types de débats inclusifs qui devraient idéalement être au cœur d'une démocratie qui fonctionne (Sunstein 2001, 2007). Il y a également des préoccupations au sujet de la possibilité que l'utilisation des TIC sape la démocratie en servant de substitut à l'action politique,

1. Par exemple, voir le site de l'**Office of eDiplomacy** du Département d'État américain ainsi que celui de l'**Office of Digital Diplomacy** du Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni.

car l'accès à l'information en ligne et la saisie au clavier viennent remplacer la participation à des activités qui répondent aux préoccupations en matière de politique. (Paré et Smeltzer, 2013; Dean, 2009).

Mobilisation accrue mais objectifs limités?

Les médias sociaux aident les intervenants à diffuser de l'information et à mobiliser les gens en faveur de leur cause. Il n'y a toutefois pas de relation de cause à effet prouvée entre la mobilisation en faveur de changements économiques, politiques ou sociaux et la réalisation de ces changements. Même si l'utilisation des médias sociaux a aidé les manifestants à se mobiliser pendant les protestations ayant suivi les élections en Iran en 2009 et le printemps arabe en 2011, elle n'a pas jusqu'à maintenant permis l'atteinte d'objectifs politiques plus vastes. Par ailleurs, les médias sociaux peuvent faciliter la surveillance, ce qui peut donner le gros bout du bâton aux régimes antidémocratiques auxquels les manifestants veulent mettre fin (voir Morozov, 2012; MacKinnon, 2012).



Soutien réel ou illusoire à la cause?

Même si les médias sociaux permettent d'obtenir l'appui à presque toutes les causes défendues par un groupe d'intervenants, ils peuvent également servir à donner une fausse image du niveau ou du type de soutien. Le gazouillage, par exemple, n'est pas un aussi bon indicateur d'appui populaire, contrairement à l'idée généralement reçue. Pendant le printemps arabe, une grande quantité de Tweets étaient rédigés en anglais, ce qui laisse entendre que la grande majorité

des Tweets n'auraient pas été envoyés par les manifestants prenant part aux protestations dans le cadre du printemps arabe². De même, les robots qui rediffusent les Tweets peuvent donner l'illusion d'un fort intérêt/activité alors que ce n'est pas le cas. La question ici, c'est la nécessité de sensibiliser les gens au rôle des « robots sociaux » — des programmes informatiques qui contrôlent les comptes et Tweets des utilisateurs des médias sociaux, les mentions « j'aime » et les publications dans l'espoir d'influencer l'opinion publique (Misener 2011). Les programmes peuvent également recueillir des renseignements personnels. Dernièrement, des chercheurs de l'Université de la Colombie Britannique ont utilisé 102 robots sociaux sur Facebook et recueilli 250 gigaoctets de données personnelles (Musil, 2011).

Exploration de données : un champ de mines moral?

Lorsqu'on utilise Facebook, LinkedIn ou n'importe quel autre site de médias sociaux, on voit s'afficher des publicités et messages adaptés spécifiquement à nous en fonction d'une analyse informatique générée par notre utilisation de la masse de renseignements. En termes simples, les fragments numériques qu'on laisse après avoir navigué sur Internet peuvent être analysés ou exploités pour créer des composants comportementaux qui sont très précieux pour les annonceurs, les gouvernements et une foule d'autres entités³. Ceci soulève des préoccupations en matière de protection des renseignements personnels et d'autres questions.

- Possibilités et risques pour le gouvernement

Les gouvernements du monde entier cherchent des données, notamment dans l'intérêt de la sécurité nationale. Toutefois, même dans les sociétés démocratiques, certains citoyens s'interrogent sur la pratique et les règles qui sont imposées. Par exemple, le gouvernement canadien a récemment établi des règles qui empêchent la surveillance des personnes

2. Voir Ahram Online (10 mars 2013) pour avoir un aperçu du débat sur le rôle des médias sociaux dans le printemps arabe.

3. Visiter [collusion](#) pour voir en temps réel et de façon interactive comment l'on surveille les comportements en ligne.

au moyen de l'adresse IP de leur ordinateur (CBC, 2013). Cela vise à limiter les données recueillies par les sites Web du gouvernement.

- Guérir ou exclure?

L'analyse de grandes quantités de données peut contribuer à des découvertes scientifiques, notamment la guérison de maladies et d'autres progrès de la médecine. Cependant, les données peuvent également servir à dénier (injustement) l'accès de certaines personnes à ces mêmes progrès de la médecine. Par exemple, à l'avenir, une personne de 35 ans en parfaite santé pourrait se voir refuser une assurance-maladie parce que l'analyse des données indique qu'elle tombera malade à 55 ans. Certaines sociétés d'assurance automobile surveillent déjà le comportement des conducteurs et récompensent ceux qui ont une bonne conduite en réduisant leur prime. Les assureurs utilisent déjà l'exploration des données, car elle permet d'obtenir des renseignements que les dossiers médicaux ne contiennent pas (voir The Economist, 2012) et les banques explorent les données pour déterminer le risque que présente un emprunteur (voir Panzarella et Shaw, 2013).

Principales questions politiques :

Plusieurs considérations politiques essentielles découlent des avantages et des difficultés liées aux TIC, notamment :

Respect de la vie privée et surveillance : avec l'omniprésence des médias sociaux et des TIC, les questions liées au respect de la vie privée et la surveillance revêtiront une plus grande importance dans les discussions sur le plan national et international.

Propriétés et IP : les questions liées aux droits de la propriété des données sont une préoccupation majeure. Est-ce que les personnes « détiennent » les

données qui les concernent? Est-ce qu'on devrait être dédommagé pour l'utilisation par un tiers des données nous concernant? Autrement dit, en permettant que l'on soit surveillé, est-ce que cela revient essentiellement à « travailler » pour les entreprises qui exercent la surveillance?

Structures de gouvernance : les médias sociaux modifieront-ils les structures de gouvernance ou les renforceront-ils?

Environnement : le besoin croissant de « batteries de serveurs » pour stocker des mégadonnées (et la consommation énergétique qui y est associée) soulèvera-t-il des préoccupations chez les activistes écologiques?

Conclusion :

Les décideurs devraient se préparer à voir une multiplication des TIC et de leurs avantages et difficultés. Ils devraient également être prêts pour une transformation dans le domaine de la défense des droits et de la participation des intervenants qui découle de l'utilisation des TIC.

Personne ne connaît la direction que ces technologies prendront, il est donc d'autant plus important de se prononcer sur les valeurs et objectifs sociaux à respecter, alors que des lois et règlements sont adoptés pour permettre et contrôler leur utilisation.

Références

CBC. 2013. **Ottawa restricts use of data collected through government websites.**

Chadwick, Andrew et Philip N Howard, édit. 2010. *The Routledge Handbook of Internet Politics*, London: Routledge.

Dean, Jodi. 2009. « Politics without Politics », *Parallax* 15(3): 20-36.

The Economist. 2012. **Very personal finance: Marketing information offers insurers another way to analyse risk.**

MacKinnon, Rebecca. 2012. *Consent of the Networked: The worldwide struggle for Internet freedom*. New York. Basic Books.

Misener, D. 2011. **Rise of the socialbots: They could be influencing you online**, CBC News.

Moody, G. 2013. **Icelandic politicians ignore crowdsourced constitution; Pirate Party rejoices**, Techdirt.

Morozov, E. 2011. *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York: Public Affairs.

Musil, S. 2011. **'Socialbots' steal 250GB of user data in Facebook invasion**, CNET.

Panzarella, M. et Shaw, N. 2013. **From Science To Art: Big Data Can Paint A Clear Picture For Banking CMOs, CIOs**, The financial brand.com.

Papacharissi, Zizi A. 2010. *A Private Sphere: Democracy in a Digital Age*, Cambridge: Polity.

Paré, Daniel et Smeltzer, Sandra. 2013. « ICTs as a catalyst for social justice? A capabilities perspective », sous la direction de Suzan Ilcan (éd.). *Mobilities, Knowledge, and Social Justice*, McGill-Queens University Press, p. 320-339 [sous presse].

Horizons de politiques Canada est une organisation de prospective dynamique du gouvernement du Canada dont le mandat a pour but d'aider à anticiper les défis et les possibilités de politique émergents, à explorer de nouvelles connaissances et idées et à expérimenter les méthodes et les technologies visant à appuyer l'élaboration de politiques résilientes. Les opinions qui y sont exprimées dans les documents d'Horizons de politiques Canada ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada ou de ministères ou d'organismes en particulier.

Le présent document est disponible en version électronique sur le site web d'Horizons de politiques Canada à l'adresse suivante : www.horizons.gc.ca

Les publications d'Horizons de politiques Canada sont accessibles à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, et peuvent être reproduites, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans frais ni autre permission. Nous vous demandons seulement de citer Horizons de politiques Canada comme étant le ministère source de la publication.

PH4-140/2013F-PDF
978-0-660-20973-9

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2013.